

L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux

Pierre Janin, Charles-Édouard de Suremain

▶ **To cite this version:**

Pierre Janin, Charles-Édouard de Suremain. L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux. Cambrézy L. (dir.), Petit V. (dir.). Population, mondialisation et développement : la fin des certitudes ?, La Documentation française, pp.147-167, 2012, Les Etudes. ird-00735028

HAL Id: ird-00735028
https://ird.hal.science/ird-00735028

Submitted on 25 Oct 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux

Pierre Janin
et Charles-Édouard de Suremain

A paraître dans Cambrézy L. et Petit V. (dir.), *Population, mondialisation et développement. La fin des certitudes ?*, Coll. "Les études", Paris, la Documentation française, 2012.

La sécurité alimentaire et son corollaire la lutte contre l'insécurité alimentaire est un enjeu majeur pour les sociétés et un défi préoccupant pour les gouvernants concernés. Pendant longtemps, elle a surtout concerné des pays pauvres à déficit céréalier ou vivrier, à faible marge de manœuvre économique et fortement contraints (importations alimentaires, flux financiers extérieurs) avant d'acquérir une nouvelle dimension sociale, politique et géopolitique avec la crise alimentaire mondiale de 2007-2008[1].

Si la proportion de personnes concernées par l'insécurité alimentaire diminue en valeur relative dans certaines aires géographiques, elle reste élevée en valeur absolue (de l'ordre d'un milliard de personnes chaque année) du fait, d'une part, du croît naturel et, d'autre part, de l'impact croissant de telles crises, plus durables et plus difficiles à anticiper et à réguler.

La sécurité alimentaire est à la fois un vaste champ de réflexion scientifique, un domaine privilégié pour les interventions (de développement et d'aide) et un champ de confrontations et de controverses croissantes. Abordées d'un point de vue technique (comment produire plus et mieux), les interventions en matière de « sécurisation alimentaire » buttent sur les limites inhérentes à leur approche technique et sectorisée, souvent déconnectée des réalités locales. En la matière, les interventions ponctuelles sous forme de programmes ou de projets sont privilégiées par rapport à la refonte des politiques de développement. Des avancées ont pourtant été enregistrées dans la compréhension et la résolution de l'insécurité alimentaire[2]. Et pourtant, cette dernière reste un défi. Sans doute est-ce lié à l'étendue des champs qu'elle recouvre : depuis le domaine agro-environnemental (gérer les aléas, augmenter les ressources produites) jusqu'au domaine nutritionnel (lutter contre les affections, assurer la croissance des enfants) en passant par le domaine économique (améliorer le fonctionnement des marchés, garantir un accès aux denrées). Sans compter le domaine social et politique qui avaient été un peu oubliés jusqu'aux manifestations et aux émeutes récentes (voir chapitre 6). Car, la lutte contre l'insécurité alimentaire passe aussi par la réduction des inégalités et de la vulnérabilité face aux situations à risque (Courade et Suremain, 2001).

---

[1] Giblin Béatrice, Janin Pierre (dir.), « Les enjeux de la crise alimentaire mondiale », *Hérodote,*n° 131, Paris, 2008.

[2] Janin Pierre, « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements, évolution des approches », John Libbey Eurotext, *Cahiers Agricultures*, vol. 19 (n° 3), Paris, 2010, p. 177-184.

La sécurité alimentaire est donc une question transversale, dans la mesure où elle met en relation une pluralité de facteurs de risque, d'échelles spatiales et temporelles de gestion[3] et une diversité d'acteurs aux logiques, pratiques, discours et représentations divergents dont les intérêts sont antagoniques[4]. Cette complexité tient aussi à l'évolution rapide des contextes macro- et micro- dans lesquels elle s'enracine, réduisant l'efficience des cadres d'analyse hérités et l'efficacité de politiques déjà établies.

1. Les dimensions du « manque alimentaire »

Dans le domaine alimentaire, une grande diversité de termes caractérise les situations à risque ou de manque : par ordre d'intensité, « déficit » et « soudure », « disette » et « pénurie », « crise » et « famine », même si leurs définitions varient.

« Déficit » est un terme générique qui ne précise pas l'ampleur du phénomène tandis que « soudure alimentaire » désigne une période aléatoire, de durée variable, durant laquelle on ne dispose plus de denrées stockées (produites ou achetées) pour se nourrir en attendant une nouvelle récolte ou de nouveaux achats. « Disette » et « pénurie » ont été longtemps utilisées pour caractériser des crises conjoncturelles de subsistance, plus ou moins bien anticipées et gérées par les sociétés, précédant les situations de « famine » où les décès, par manque de nourriture et du fait de maladies, sont massifs.

Parallèlement, plusieurs centaines de définitions proches circonscrivent la « sécurité alimentaire » et donc son contraire, « l'insécurité alimentaire », même si celle consacrée depuis 1983 par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), revue et amendée en 1996 lors du sommet mondial de l'alimentation de Rome, s'impose généralement : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »

De manière plus ou moins implicite, l'insécurité alimentaire couvre donc différents champs et possède des liens avec différents termes (figure 1). Elle ne se limite pas à la « faim », manifestation biologique et psychologique du manque, douloureusement ressentie par un individu au quotidien. Elle diffère également de la notion de « précarité alimentaire », même si celle-ci considère les difficultés d'accès aux denrées en lien avec la pauvreté, l'exclusion et la marginalité.

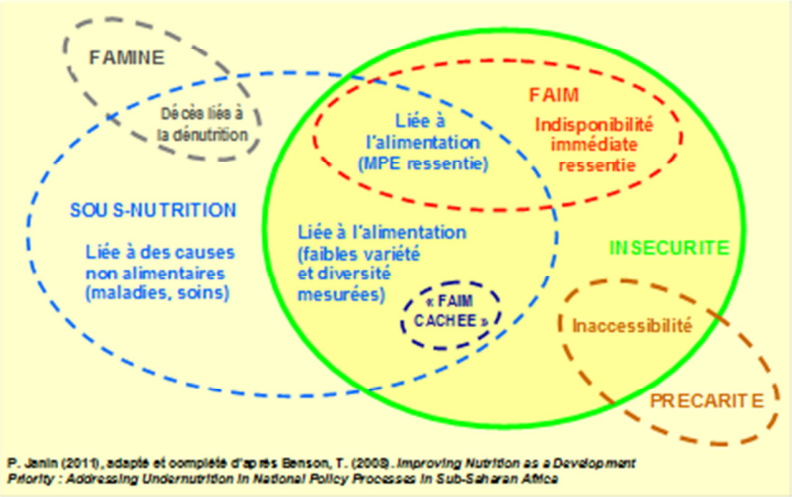
Figure 1.

---

[3] Cambrézy Luc, Janin Pierre, « Le risque alimentaire en Afrique », p. 88-103, *in* Veyret Yvette (dir.), *Les risques*, coll. Dossiers des images économiques du monde, SEDES, Paris, 2003 ; Janin Pierre, « La complexité du risque d'insé-curité alimentaire en milieu sahélien », *Les Annales de géographie*, n° 668, Armand Colin, Paris, 2009, p. 430-448.

[4] Suremain (de) Charles-Édouard, Razy Élodie, «Tu manges aujourd'hui, tu ne manges pas le lendemain, ça c'est la pauvreté. L'incertitude alimentaire à Bamako », p. 249-278, in Arditi Claude, Marie Alain, Janin Pierre (dir.), *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*, Karthala, Paris, 2011.

Les « visages » du manque alimentaire



Source : Pierre Janin, *Le manque alimentaire : composantes et évolutions,* cours de mastère professionnel, Études du développement, octobre 2011, UMR 201 « Développement et société », IRD-IEDES (Université Paris 1), d'après Todd Benson, *Improving Nutrition as a Development Priority: Addressing Undernutrition in National Policy Processes in Sub-Saharan Africa,* IFPRI research report, 2008.

Elle ne doit pas non plus être confondue avec la malnutrition, même si les deux notions entretiennent des relations étroites. En effet, certaines formes de « sous-nutrition » ont des causes non alimentaires. Pour sa part, le phénomène de « surnutrition » liée aux excès et aux déséquilibres des régimes alimentaires, y compris dans les pays pauvres, en est exclu. En revanche, la « malnutrition protéino-énergétique » (MPE), s'appuyant sur des mesures anthropométriques (poids et taille selon l'âge et le sexe) et des normes de consommation, est bien une des manifestations de l'insécurité alimentaire. Elle peut être exprimée en s'appuyant sur les représentations vécues, individuelles ou collectives, comme mesurée, de manière plus neutre, à l'aide d'indicateurs, d'échelles et de scores[5]. Plus récemment encore, on s'est intéressé à caractériser le manque alimentaire en termes de diversité (nombre de groupes d'aliments présents) et de variété (nombre de types de produits consommés par groupe). Quant à la « faim cachée », liée à des carences « invisibles » en micronutriments (vitamines, minéraux), elle paraît plus éloignée de l'insécurité alimentaire proprement dite.

Enfin, on pourrait citer le concept de « vulnérabilité alimentaire »[6], mis en exergue par Robert Chambers[7]. Il est devenu, depuis près de deux décennies, le plus utilisé pour l'analyse des

[5] Un score fait la somme de plusieurs items mesurant les différentes dimensions d'un problème. Ce qui pose non seulement des questions de qualité métrologique (reproductibilité, exactitude, homogénéité) mais également d'interprétation.

[6] Par vulnérabilité alimentaire, on désigne le fait pour une personne ou une population d'être : 1. Exposé à des aléas/risques (exposition) ; 2. Sensible à ces événements (sensibilité) ; 3. Sans avoir la capacité immédiate à y faire face par ses propres moyens ou par la mobilisation d'autres ressources ou personnes (réactivité) ; 4. Ni la possibilité de revenir à un état antérieur de moindre fragilité (résilience).

[7] Chambers Robert, *Vulnerability: How the Poor Cope*, University of Sussex, 1989.

« situations à risque » et pour le ciblage des interventions humanitaires, bien au-delà du domaine alimentaire[8]. Pour simplifier, si l'insécurité est un état instantané, ponctuel, presque toujours mesurable, rapporté à des standards de consommation, la vulnérabilité, moins établie, plus évolutive, est plus difficile à appréhender : elle est à la fois une cause aggravante et une conséquence possible de cette même insécurité. Le terme consacré est d'ailleurs, dans le milieu de l'urgence humanitaire et du développement, celui de « vulnérabilité à l'insécurité » pour indiquer le caractère, certes, prédisposé mais relativement indéterminé du phénomène.

2. Une insécurité alimentaire différente selon les contextes

L'insécurité alimentaire est très inégalement répartie spatialement et socialement à l'échelle de la planète. L'Afrique subsaharienne est le continent le plus frappé par les différents phénomènes de manque présentés précédemment, quel que soit le mode de calcul et de représentation. La proportion de personnes sous-alimentées y reste, par exemple, la plus élevée même si l'Asie l'emporte encore par le nombre de personnes touchées[9]. Les situations de crise alimentaire avérée y sont les plus intenses et les plus durables même si des progrès substantiels y ont été enregistrés. Les avancées les plus marquantes en termes de réduction de la faim étant réalisées, selon *l'International Food Policy Research Institute* (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires)[10] au Mexique, au Brésil, en Iran, en Turquie, en Chine et en Asie du Sud-Est. Ainsi, en Chine, le nombre de personnes sous-alimentées aurait diminué de 38 % depuis 1990, passant de 210 millions à 129,6 millions. La sous-alimentation affectant 10 % de la population totale contre 18 % en 1990.

L'insécurité alimentaire présente des formes relativement différentes selon les niveaux de développement de chaque territoire et de chaque société. Elle a également des origines multiples généralement associées : certaines s'imposent un peu trop comme des évidences (sécheresse occasionnant des pertes de récoltes), d'autres sont faciles à identifier (hausse brutale des prix) mais un grand nombre paraissent contingentes, incertaines et pourtant stratégiques (carences politiques et dysfonctionnements décisionnels). Elle est loin d'être un phénomène marginal ou conjoncturel même si les médias se focalisent plus facilement sur les situations de crise extrême. En Afrique, elle présente à la fois une certaine récurrence à l'échelle macro et une forte variabilité à l'échelle micro. Loin d'être durablement éradiquée, elle possède même une relative continuité. Les conditions d'une sécurité alimentaire effective peuvent être réunies temporairement ou localement sans parvenir à être maintenues dans le temps. Échelles et temporalités constituent autant d'éléments de différenciation.

---

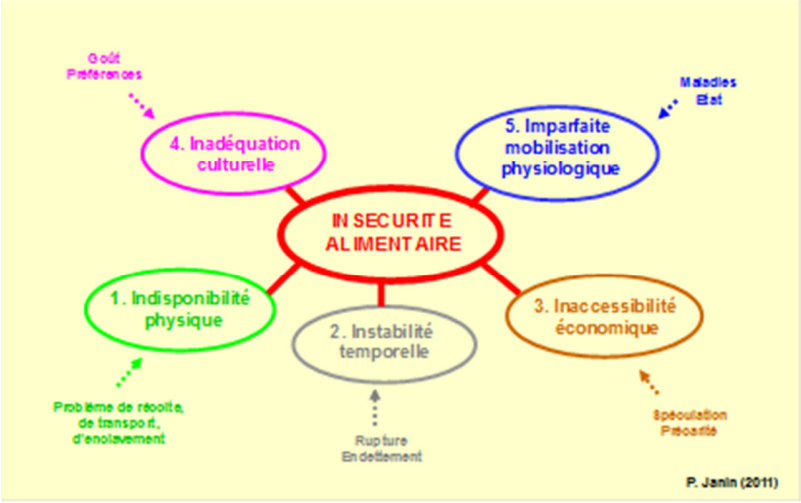
[8] Adger W. Neil, "Vulnerability", *Global Environmental Change*, Elsevier, vol. 16, 2006, p. 268-281.

[9] En Afrique subsaharienne, 217,5 millions de personnes sont considérées comme sous-alimentées en 2006-2008, soit 27 % de la population ; en Asie, 567,8 millions, soit 15 % de la population (*L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*, FAO, Rome, 2010).

[10] Source : www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi11fr.pdf. Cet institut international de recherche agronomique, dont le siège est situé à Washington, s'intéresse beaucoup aux questions économiques et politiques. Créé en 1975, il est membre depuis 1979 du *Consultative Group on International Agricultural Research* (CGIAR). Il possède des bureaux régionaux et nationaux dans de nombreux pays et consacre la moitié de ses ressources à l'Afrique. Il se donne pour tâche essentielle de promouvoir des recherches et de les diffuser auprès des décideurs politiques, des professionnels du développement et des médias. Il s'intéresse plus particulièrement aux grandes questions suivantes : régulation des marchés, gouvernance des institutions, sécurisation alimentaire et nutritionnelle, gestion de l'environnement, lutte contre la pauvreté.

Ainsi, dans les pays les moins avancés (PMA) qui cumulent un certain nombre de handicaps structurels[11] en dépit souvent de réelles potentialités, l'insécurité renvoie encore souvent à des situations de manque ou de pénurie alimentaires. Certaines peuvent être ponctuelles, d'autres plus durables. Elles résultent de l'insuffisance de denrées alimentaires produites ou stockées en quantité comme en qualité (figures 1 et 2). De fait, si les styles alimentaires évoluent rapidement en ville, parmi les couches sociales favorisées, la monotonie alimentaire est encore une réalité pour la majorité des consommateurs. Cette forme d'insécurité, plutôt cyclique, voire saisonnière, relativement prévisible, touchait traditionnellement surtout les populations rurales, dépendantes de leurs récoltes et des marchés de proximité pour se nourrir. Car les ressources stockées s'amenuisent peu à peu au cours de l'année. Ainsi, dans la région du Sahel, près d'une année sur deux est déficitaire en termes de production céréalière et une année sur trois peut être considérée comme une « année de crise ». Historiens et agronomes ont longtemps considéré que l'on était alors en présence de « crise de production » ou de « crise de subsistance » touchant plutôt des populations pauvres, « oubliées du développement », à la limite de la survie. Ces dernières, affaiblies physiquement et vulnérables économiquement, éprouvent, en outre, parfois certaines difficultés pour mobiliser physiologiquement les aliments consommés (« ingérés énergétiques » selon les nutritionnistes (point 5 de la figure 2)). On peut considérer que les famines coloniales, les crises sahéliennes (1973-1974 et 1984-1985) et la crise en Afrique australe (2002-2003) sont l'illustration de ces situations. Elles déclenchent généralement des réponses rapides sous forme de distributions subventionnées ou gratuites, provenant de stocks locaux ou de denrées importées qui ne cadrent pas nécessairement avec les habitudes alimentaires locales, même si une amélioration a été enregistrée (point 4 de la figure 2).

Les « piliers » de l'insécurité alimentaire



Source : Pierre Janin, *Le manque alimentaire : composantes et évolutions,* cours de mastère professionnel, Études du développement, octobre 2011, UMR 201 « Développement et société », IRD-IEDES (Université Paris 1).

[11] Aléas bioclimatiques, caractère endémique de la pauvreté, faibles niveaux d'éducation, absence de politiques incitatives, absence de filets sociaux de sécurité, étroitesse du marché de l'emploi, manque d'infrastructures,…

De fait, jusqu'au milieu des années 1980, la dimension « agronomique et agricole » constituait le premier pilier de l'insécurité alimentaire et les réponses pour y faire face consistaient à accroître le volume des disponibilités alimentaires par l'extension des superficies cultivées, la diffusion de nouvelles variétés culturales et la promotion de l'intensification par la création de périmètres hydro-agricoles encadrés (vallées alluviales, deltas, plaines). À l'échelle sous-régionale africaine, les principaux acteurs impliqués avaient peu changé (AGRHYMET, BAD, CILSS, FAO, PAM)[12] tandis que se maintenaient également certains partenaires nationaux et locaux (ministères, ONG, organismes de solidarité internationale).

Mais très rapidement, décideurs et experts ont été confrontés au paradoxe suivant : de bonnes récoltes et des marchés bien approvisionnés ne garantissent aucunement un état de sécurité alimentaire ; est mis en lumière aussi le fait que le marché économique joue un rôle central et ambivalent dans ce domaine[13]. En effet, la majorité des producteurs ruraux ne sont pas autosuffisants et s'approvisionnent sur les marchés dans des proportions variables, selon les périodes, selon les régions et selon leur orientation agro-économique. La question des prix, des termes de l'échange comme des transferts géographiques est donc cruciale[14]. La dépendance alimentaire des citadins est encore structurellement plus forte. Au cours de la décennie 1990, les politiques de libéralisation des marchés et le retrait progressif de l'État — comme opérateur commercial dans de nombreux pays — ont encore renforcé la place stratégique du marché. De ce fait, l'insécurité alimentaire semble donc être de plus en plus liée à des difficultés d'accès économique pour les personnes aux revenus monétaires insuffisants et incertains (points 2 et 3 de la figure 2). On parle d'ailleurs parfois de pauvreté alimentaire. Dans la plupart des crises alimentaires récentes (Afrique de l'Ouest 2005, 2010, 2012 ; crise alimentaire mondiale de 2007-2008), cette dimension est première. De fait, à une certaine période, la lutte contre l'insécurité alimentaire a presque pu se confondre avec les « stratégies de lutte contre la pauvreté » portées par les gouvernants nationaux avec l'appui de la Banque mondiale, du FMI, de l'Union européenne. Ce mot d'ordre était également réapproprié par les acteurs du développement avec la diffusion d'« activités génératrices de revenus » (AGR). Pour autant, tous les modes d'approvisionnement ne sont pas uniquement marchands : l'entraide familiale, les dons de proximité ou les transferts d'argent d'émigrés constituent des canaux fonctionnels importants.

Dans les pays émergents et industrialisés, l'insécurité alimentaire diffère quelque peu. Si, pour les populations précarisées, elle se pose parfois en termes d'indisponibilité physique (point 1 de la figure 2), le décalage entre besoins alimentaires, choix culturels et pouvoir d'achat confirme la nette prépondérance de la question de l'accessibilité économique (point 3 de la figure 2). On ne

---

[12] AGRHYMET est le centre régional de formation et d'application en agro-météorologie et hydrologie opérationnelle basé à Niamey (Niger), c'est une des institutions spécialisée du comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Ce dernier, créé en 1973, regroupe les pays sahélo-soudaniens suivants : Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. La Banque africaine de développement (BAD), fondée en 1964, a son siège à Abidjan ; elle regroupe plus de cinquante pays africains. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), chargé de lutter contre la faim et la pauvreté en situation d'urgence, créé en 1963, a son siège à Rome.

[13] Janin Pierre, « L'ambivalence du marché dans la sécurisation alimentaire en milieu rural soudano-sahélien », *Afrique Contemporaine*, dossier Agricultures familiales en Afrique subsaharienne, n° 217, De Boeck Université, AFD, Bruxelles, 2006, p. 91-105.

[14] Lors de la crise alimentaire de 2007-2008, la hausse brutale des prix agricoles mondiaux a rapidement gagné les pays importateurs à fort déficit vivrier avant d'être répercutée, de manière excessive, sur les prix de vente au détail, y compris sur ceux des céréales locales qui n'en dépendent pas.

consomme donc pas nécessairement ce que l'on préfère, par goût ou par habitude culturelle (point 4) et l'on est conduit — comme dans les pays en voie de développement — à opérer des substitutions ou des réductions.

Pour les gouvernants, les entreprises agroalimentaires, les médias, et les consommateurs, notamment dans les pays industrialisés et émergents, la sécurité alimentaire présente encore un autre visage : très liée au domaine biomédical, elle est nourrie par la question du risque (point 5). Ce dernier est malheureusement difficilement prévisible, parce qu'il naît d'interactions imprévues, aux limites du savoir scientifique actuel et des dispositifs d'intervention. De fait, « insécurité alimentaire » y est presque devenue synonyme de « situation de crise grave et brutale » (encéphalite spongiforme, grippe aviaire…) ayant un fort retentissement. Elle se pose donc en termes de santé publique plus encore que de nutrition publique[15]. Le principe de précaution ayant acquis une dimension juridique, médiatique et politique incontournable, chacun est conscient que l'acte de manger et les choix de consommation ne sont pas anodins et qu'ils peuvent comporter des risques immédiats ou à plus long terme. En dehors de ces périodes de crise avérée, c'est davantage en termes de qualité nutritionnelle et de sécurité biologique des aliments transformés produits par les industries agroalimentaires, que se pose la question alimentaire. Enfin, on pourrait même inclure dans le champ de la sécurité alimentaire, tout ce qui touche au développement des pathologies fonctionnelles — telles que le diabète, l'obésité ou l'hypertension liés à un ensemble de paramètres génétiques, comportementaux et environnementaux —au moment où s'accélère la transition alimentaire et nutritionnelle[16].

3. Les nouvelles formes du risque : crise alimentaire durable, insécurité alimentaire systémique

Le champ de la sécurité/insécurité alimentaire paraît donc relativement bien balisé et bien normé. À ces certitudes (relatives), la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 est venue apporter, sinon un changement de paradigme, du moins un basculement d'échelle[17], nourrissant en retour de nouvelles interrogations et de nouveaux doutes. À cette occasion, nous avons (re) découvert que la sécurité alimentaire était, certes, une question « technique » mais plus encore sociale et politique. Passons rapidement sur le phénomène médiatique des « émeutes de la faim » qui dépassaient les simples revendications consuméristes[18]. En réalité, elles exprimaient davantage le désarroi et la colère face aux inégalités croissantes. Intéressons-nous au changement que cette crise dévoile en débordant l'aire géographique de la « faim » habituellement circonscrite à l'Afrique subsaharienne et à certains pays d'Asie. Elle n'a pas seulement touché

---

[15] La nutrition publique s'intéresse aux aspects sociaux, culturels, économiques et politiques de l'alimentation.

[16] La transition alimentaire et nutritionnelle désigne une situation de changement profond dans les modes de vie (sédentarité) et les modèles de consommation (connaissances, habitudes, représentations). Elle est marquée, dans les pays en développement, par l'augmentation de la consommation de produits carnés, plus coûteux à acheter et à produire, au détriment de produits d'origine végétale, désormais moins prisés par certaines populations favorisées.

[17] Conceiçao Pedro, Mendoza Ronald, "Anatomy of the Global Food Crisis", *Third World Quarterly,* vol. 30 (n° 6), Routledge, 2009, p. 1159-1182.

[18] Bush Ray, "Food Riots: Poverty, Power and Protest", *Journal of Agrarian Change*, Wiley, vol. 10 (n° 1), 2010, p. 119-129.

Janin Pierre, « Les émeutes de la faim : une lecture (géopolitique) du changement (social) », *Politique étrangère*, vol. 74, n° 2, 2009, p. 251-263.

des pays fragiles, déjà fortement dépendants de leurs importations alimentaires (Sénégal, Égypte) ou des États « faillis » comme la République démocratique du Congo ou en reconstruction comme le Mozambique puisque le Yémen, le Pakistan, l'Argentine, le Mexique et l'Indonésie en ont été aussi victimes. Elle n'est pas restée confinée à certaines populations vulnérables et pauvres, puisque ce sont les catégories sociales intermédiaires, nettement plus revendicatrices, qui ont été touchées : la très forte hausse des prix a rendu inévitable certains ajustements alimentaires (réduction des quantités achetées, distribuées et préparées, substitutions de produits, espacement des repas). En deux années, le nombre estimé de personnes sous-alimentées est passé d'environ 850 millions à plus de un milliard sans diminuer fortement depuis. Ce changement d'échelle est également perceptible dans les effets de décisions protectionnistes et de rétention de l'offre envers des pays importateurs parfois distants de plusieurs milliers de kilomètres. Ce phénomène n'est que l'achèvement d'une globalisation marchande des ressources, entamée dès l'époque coloniale avec la mise en place de spécialisations productives nationales. Avec la hausse des coûts de transport, cette dépendance par rapport au marché pose plus de problèmes qu'elle n'en résout.

C'était aussi sans compter les effets, mal perçus, réels ou exagérés, de la concurrence pour l'alimentation du bétail et pour la production d'agro-carburants de première génération. C'était aussi sans compter les effets aggravants de pratiques spéculatives sur les matières premières agricoles, alors même qu'aucun mécanisme stabilisateur financier (sur les prix) et technique (sur les volumes) d'envergure n'existait. Et la dématérialisation des échanges agricoles (achat et revente de matières premières agricoles ou *commodities* sous forme d'actions) est venue parachever cette dérive. D'où le phénomène de déterritorialisation croissante des causes de la faim et de déresponsabilisation des acteurs.

De cet écheveau de facteurs de crise, certains conjoncturels comme les baisses de récoltes liées à des calamités naturelles, d'autres plutôt structurels comme la faiblesse des stocks mondiaux, il est aujourd'hui encore difficile de tirer des leçons opérationnelles. Comment, en effet, les hiérarchiser ? Comment s'est diffusée la crise ? À quelles échelles ? Ce qui apparaît clairement, c'est que cette crise n'avait été ni véritablement prévue, ni anticipée par la majorité des experts et des gouvernants. Les schémas explicatifs des crises alimentaires comme les modèles technocratiques prédictifs du risque, trop normés (scores, ratios, échelles…), mobilisés par les institutions internationales, les ministères techniques et les ONG, ont été pris en défaut.

Quant à la manière de « bien gouverner » les crises alimentaires, de l'échelle internationale à l'échelle locale, la question a été reposée avec une nouvelle et cuisante acuité. En effet, les réponses apportées ont davantage été d'ordre technique et curatif : distributions de rations et de coupons alimentaires, subventions aux produits de première nécessité, contrôle des prix de détail, exonération de taxes à l'importation, recherche de nouveaux fournisseurs agricoles… Pour ce qui est de la prévention, c'est une autre histoire. Pour y parvenir, il conviendrait d'inverser la perspective : ne plus réfléchir uniquement à court terme et dans l'urgence pour, à la fois, reconstruire des politiques de développement, promouvoir de nouveaux outils de régulation — l'économie de marché ayant montré ses limites — et revoir les modes de production et de consommation.

La volonté de créer de nouvelles instances de régulation, à l'échelle mondiale, pour lutter contre l'instabilité des prix des matières premières agricoles, est désormais affichée comme une priorité par les institutions internationales (FAO, Unicef, Fonds international de développement agricole des Nations Unies, Union européenne) avec l'appui des ONG internationales et des

réseaux sociaux. Mais tout reste encore à faire, compte tenu de la divergence des intérêts entre multinationales agroalimentaires, fonds d'investissement étrangers, gouvernants et consommateurs. Cela implique aussi de créer, à l'échelle nationale, de nouvelles coordinations avec les acteurs sociaux, locaux et transnationaux[19] et avec l'appui des États dont le rôle central a été réhabilité. L'action de ce dernier reste cependant limitée tant il manque de moyens dans les pays ayant subi les politiques d'ajustement structurel.

De même, les perspectives plutôt alarmistes pour nourrir 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050[20], majoritairement citadins, au style alimentaire plus diversifié, ne laissent pas d'inquiéter. Les sociétés devront sans aucun doute modifier leurs comportements pour faire face au dilemme suivant : produire plus et mieux avec moins de facteurs de ressources (terre, eau, intrants) car la dégradation des écosystèmes (perte de biodiversité, de terres arables, aridification, salinisation) dépend à la fois de l'aggravation de la variabilité climatique et de l'extension des actions anthropiques. Pour autant, des marges de manœuvres importantes peuvent être recherchées : par un usage parcimonieux de l'eau d'irrigation, par la réduction des pertes après-récolte ou par la lutte contre le gaspillage à la consommation. Le moment est également propice à la remise à plat des dispositifs de gestion des crises, à l'élaboration de filets sociaux de sécurité et à la mise en place de politiques agricoles incitatives, plus soucieuses de l'environnement et des petits producteurs. On pense ici plus particulièrement aux pays en développement où elles avaient été vidées de leur substance par plusieurs décennies d'ajustement structurel[21].

On constate aussi que l'insécurité alimentaire continue à se modifier avec l'accroissement des inégalités (de développement et de revenus), l'affaissement des solidarités et la progression de l'individualisme. Les populations urbaines — fortement exposées aux chocs exogènes, mieux informées et revendicatrices — vont peser de plus en plus sur la conduite et l'orientation des politiques au risque d'engendrer certains conflits. Elle risque aussi de devenir un champ mobilisateur d'expression politique : on a ainsi vu réapparaître des volontés planificatrices et des poussées nationalistes agricoles (protectionnisme et plans de relance productionniste). Les plus actifs (élus locaux, ONG) font même de la souveraineté alimentaire un droit opposable qui devrait remplacer la sécurité alimentaire. Certains y voient de simples calculs, mais la défense des agricultures paysannes et des identités territoriales semble l'emporter. Cette politisation de la sécurité alimentaire est également renforcée par les stratégies d'investissement foncier — fort décriées en Afrique subsaharienne notamment — de la part d'États étrangers, de firmes agro-industrielles ou de fonds souverains d'investissement (cf. chapitre 5). Le phénomène de privatisation des ressources vivantes (l'usage des semences et des plantes étant restreint et rendu coûteux par le dépôt de brevets) face à des États souvent affaiblis et des « sociétés civiles » embryonnaires devrait également y contribuer[22].

---

[19] Réseaux associatifs, syndicats, organisations paysannes, associations de consommateurs, médias, ONG, leaders religieux.

[20] Paillard Sandrine, Treyer Sébastien et Dorin Bruno (dir.), *Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Quæ, Versailles, 2010. Esnouf Catherine, Russel Marie et Bricas Nicolas, Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique duALIne, Quæ, Versailles, 2011.

[21] Janin Pierre, Suremain (de) Charles-Édouard, « La question alimentaire en Afrique : risque et politisation. Introduction », *Revue Tiers Monde*, vol. 46 (n° 184), PUF, Paris, 2005, p. 727-736.

[22] Holt Giménez Eric, Shattuck Annie, "Food Crises, Food Regimes and Food Movements: Rumblings of Reform or Tides of Transformation?", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38 (n° 1), Routledge, 2011, p. 109-144.

La crise alimentaire de 2007-2008 préfigure donc les crises alimentaires, durables et systémiques, de demain : sans origine clairement datée, sans cause unique établie, ni fin véritable. Elles posséderont une certaine « normalité » par leur récurrence[23]. Elles apparaîtront, dans le même temps, « nouvelles » parce qu'elles seront plus difficiles à appréhender comme à résoudre par la diversité des enjeux et la variabilité des contextes. Cette complexité tient à trois phénomènes : le nombre croissant de protagonistes impliqués, les effets aléatoires des interactions, la diversité des échelles mobilisées. Les crises imposent de ne plus aborder uniquement la sécurité alimentaire en termes de satisfaction des besoins individuels essentiels (sécurité nutritionnelle), mais comme un chantier politique, sociétal et géopolitique dans un monde globalisé, relayé par les nouveaux principes de souveraineté, de durabilité et d'équité.

La quête de sécurité alimentaire dépasse donc largement la seule question de la production des ressources et de la gestion des crises : elle implique de repenser la nature des modèles de développement et de société.

4. Outils et diagnostics sur la sellette

Les analyses normées en matière de sécurité/insécurité alimentaire se trouvent confrontées à la difficulté de devoir rendre compte de situations multiformes, changeantes, aux causes multiples et enchevêtrées. Pour tenter d'y parvenir, elles peuvent s'appuyer sur des déclarations lors d'entretiens (le plus souvent), des estimations et des extrapolations (souvent), des observations (moins souvent) et des mesures réelles (plus rarement).

4.1. Typologies descriptives et indicateurs quantitatifs

Pour les experts des organisations internationales, nationales et des ONG souvent férus de méthodologies opérationnelles rapides, l'insécurité alimentaire est généralement présentée plutôt comme un résultat donné d'emblée, un phénomène hérité, déterminé par un ensemble de facteurs de risque[24]. Cette approche déterministe renforce l'importance accordée à d'éventuelles causalités et à des corrélations simples tout en minimisant l'importance des décisions et des actions humaines. L'insécurité alimentaire est donc davantage considérée comme un phénomène ponctuel d'origine externe (sécheresse, criquets, prix), assez facile à mesurer. Cette approche conduit à proposer des diagnostics descriptifs, énumérant aléas, contraintes et potentialités des systèmes de production et des territoires concernés, s'efforçant de les classifier plutôt que de les hiérarchiser, à défaut d'en dresser des typologies. Elle privilégie aussi la mesure de l'impact de ces chocs et de la capacité de réactivité/résilience différenciée de ceux qui les subissent : ces principales productions sont à la fois statistiques et cartographiques.

Le déterminisme, très en vogue parmi les institutions internationales et nationales, les ONG et certains experts, manie des outils classificatoires et normatifs (classes et niveaux, ratios et scores, cartes) afin de faciliter les comparaisons géographiques et temporelles. Le problème est que ces données chiffrées résultent souvent d'estimations ou d'extrapolations et non pas

---

[23]) Lang Tim, "Crisis? What Crisis? The Normality of the Current Food Crisis", *Journal of Agrarian Change*, Wiley, vol. 10 (n° 1), 2010, p. 87-97.

[24] Arditi Claude, Janin Pierre et Marie Alain (dir.), « Introduction », in *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*, Paris, Karthala, 2011.

d'enquêtes réelles de terrain du fait de leur coût prohibitif et de leur lenteur de collecte. On peut donc s'interroger sur leur niveau de fiabilité et de représentativité. On pense plus particulièrement au « bilan céréalier », au « taux virtuel de couverture des besoins alimentaires » et aux « normes individuelles de consommation » (CILSS, FAO et AGRHYMET), au « bilan des disponibilités alimentaires », aux « classes d'insécurité alimentaire » utilisées par la FAO, le PAM, l'Unicef, au *coping index strategies* mis au point par Daniel Maxwell[25], au *global hunger index* de l'IFPRI (2011)[26].

Si l'ensemble de ces outils de mesure vient enrichir les dispositifs de diagnostic technique mis en place en Afrique subsaharienne après la crise alimentaire sahélienne de 1984-1985 (système d'information géographique, télédétection, système d'alerte précoce, système d'information sur les marchés), il fournit des informations souvent pauvres et faiblement contextualisées. Ces outils ne permettent de rendre compte ni des dynamiques plus lentes ni des effets d'interactions, ni même des jeux d'échelles (spatiales et temporelles), en dépit de leur importance stratégique.

Une autre approche consiste à rechercher les décalages tendanciels, qui sont des processus construits, avec l'idée que l'insécurité alimentaire n'est pas l'expression d'une rupture, mais le produit de dysfonctionnements inhérents au système alimentaire. Ces phénomènes peuvent être observés dans le domaine agronomique (hiatus croissant entre potentialités culturales et ressources produites) ou dans le champ économique (écart entre pouvoir d'achat et prix des denrées). Les outils mobilisés seront moins quantitatifs, plus sensibles à la caractérisation des « modes de vie », des « moyens d'existence », à comprendre le fonctionnement réel de «

---

[25] Maxwell Daniel, "Measuring Food Insecurity: The Frequency and Severity of Coping Strategies", *Food Policy*, Elsevier, vol. 21 (n° 3), 1996, p. 291-303.

[26] Les bilans fournissent une appréciation instantanée des besoins par rapport aux ressources (situations de déficit comme d'excédent), à différentes échelles (domestique, local, régional, national) en fonction de standards établis. Les indices, index et classes hiérarchisent plutôt de manière agrégée à partir de plusieurs données, l'intensité relative du phénomène observé.

Le « bilan céréalier », réalisé à l'échelle départementale, régionale ou nationale, comptabilise les « entrées » (importations, aides reçues, récoltes produites, stocks) et les « sorties » alimentaires (exportations, consommation) pour une population estimée.

Le « bilan des disponibilités alimentaires » est plus fin : il dresse l'état de la production totale de l'unité agricole de production (de tous les champs, de toutes les cultures et de tous les actifs), diminuée des pertes avant et après récolte, de la part des semences, de la part vendue, de la part donnée et complétée par les achats réalisés, les dons familiaux ou institutionnels reçus.

Les « normes individuelles de consommation » sont généralement exprimées en fonction du sexe, de l'âge, soit en calories journalières, soit en kilos de céréales annuels, nécessaires pour se nourrir.

Le *coping index strategies* (index des stratégies de survie) cherche à évaluer la capacité de réponse d'un individu à une situation de risque et de crise alimentaire. Il dresse la liste des multiples activités (ajustement des dépenses, quête de revenus, vente de biens, nouvelles activités…) en les hiérarchisant et en les pondérant pour aboutir à un score agrégé.

Le « score d'insécurité d'accès alimentaire du ménage », basé sur neuf questions appréciant le niveau d'intensité du problème, mis au point par la *Food and Technical Assistance* de l'USAID, va dans le même sens.

Quant au « taux virtuel de couverture des besoins alimentaire », il apprécie par un pourcentage le niveau de satisfaction des besoins alimentaires de base d'une population et d'un espace donné. Récemment mis au point, le *Global Hunger Index* (indice global de la faim) vient compléter d'autres index macro-géographiques existants : il combine les proportions relatives de personnes malnutries et d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'une insuffisance pondérale par rapport à leur âge et le taux de mortalité infantile.

l'économie alimentaire » et à traduire l'expression des « fragilités multiples » et des formes de « vulnérabilité à l'insécurité » (voir certains documents des ONG, Care, Oxfam, Save the Children, Action contre la faim)[27]. De fait, ils fourniront des indicateurs moins désagrégés, mais plus signifiants, pour appréhender les processus de moyen terme (l'évolution des termes de l'échange ou la gestion de la fertilité par exemple) à des échelles moyennes d'observation (zone et région). On se situe ici dans une approche de type possibiliste cherchant à identifier les goulots d'étranglement, les points-clés comme les marges de manœuvre.

4. 2. Enquêtes qualitatives rapides

Face à des situations récurrentes d'insécurité alimentaire, experts et décideurs distinguent, d'une part, l'insécurité « saisonnière », « conjoncturelle » ou « ponctuelle » et, d'autre part, l'insécurité « durable » ou « structurelle ». La distinction permet de différencier le champ d'intervention de l'urgence humanitaire et de l'aide au développement. Dans ce dernier cas, il s'agit de mettre en place des interventions opérationnelles auprès de groupes-cibles spécifiques — par exemple la mère et l'enfant de moins de 2 ans. En amont, des enquêtes de terrain « qualitatives », rapides et élémentaires, sont menées. Leur but est de connaître les rythmes, goûts, habitudes et connaissances alimentaires des consommateurs afin de formuler une offre de produits mieux adaptés au pouvoir d'achat, attentes et modèle alimentaire des plus pauvres. Parmi les méthodes d'enquête rapide les plus usitées, figurent les RAP (*rapid rural appraisal*, investigations rapides en milieu rural), les PRA (*participatory rural appraisal*, diagnostics rapides participatifs), les CAP (connaissances, attitudes, pratiques) dont l'IFPRI ou la Banque Mondiale font un large usage. Les travaux du FANTA Project (*food and technical assistance* de l'USAID [agence des États-Unis pour le développement international] et de l'IFPRI) visant, quant à eux, à établir des scores prétendument qualitatifs d'insécurité ressentie et perçue, s'inscrivent aussi dans cette mouvance[28].

Simultanément, les informations recueillies sont censées permettre l'appréciation du degré de connaissance des problèmes des communautés par les communautés elles-mêmes, ceci dans le but de « renforcer leur capacités d'analyse et d'action » (*empowerment*). Certains professionnels du développement espèrent ainsi identifier et hiérarchiser les « déterminants sociaux et culturels » de l'insécurité alimentaire. Mais cette quête est illusoire tant le fait alimentaire a de multiples facettes : production, approvisionnement, conservation, modes de préparation, cuisson, présentation, composition des plats, rythmes des repas, consommation, distribution, recyclage, commensalité et convivialité. En réalité, seule une appréhension pluridisciplinaire permet d'en percevoir la complexité et la globalité (Suremain et Lefèvre, 2001).

---

[27] Les supports mobilisés de type qualitatif vont du récit documentaire filmé d'inspiration ethnographique au récit de vie détaillé réalisé en anthropologie jusqu'au diagnostic territorialisé des potentialités et des ressources des communautés rurales avec photos et cartes à l'appui.

[28] Ces enquêtes rapides standardisées, peu coûteuses, visent à identifier les « déterminants » sociaux et culturels de l'alimentation en s'intéressant, sur la base d'éléments déclaratifs et sollicités, aux connaissances, attitudes, préférences, pratiques en dehors de tout contexte plus large et de l'organisation des sociétés locales. Elles ne se fondent donc que sur des éléments déclaratifs et non sur l'observation de pratiques réelles. Elles consistent en l'application très simplifiée d'outils de recueil de données inspirés de l'ethnologie et de la sociologie (entretiens, entretiens collectifs, observations, récits de vie…). On regroupe les enquêtes rapides sous la bannière du « qualitatif » (Suremain, 2009).

4. 3. Perceptions locales de l'insécurité alimentaire

Dans le registre linguistique et les catégories lexicales locales, les sensations de manque, de faim, d'insécurité — et l'idée même de pauvreté — s'expriment de façons très différentes. De multiples nuances langagières renvoient à autant d'états perçus ou ressentis, lesquels ne sont intelligibles que par rapport à des situations sociales particulières. Ainsi, au Mali ou au Congo, celles et ceux qui éprouvent l'insécurité, le manque ou la faim ne le disent pas directement, mais avec des périphrases. Elles concernent, par exemple, l'allure de la personne, le port — ou non — de certains vêtements (chaussures), l'orientation plus ou moins apathique ou agressive du comportement, l'état de faiblesse plus ou moins accentué ou encore la détérioration de certaines parties du corps (ventre, fesses, couleur des mains). Tous ces éléments sont autant d'indicateurs sociaux et culturels de l'insécurité.

Des indices physiques et comportementaux sont également mobilisés : à Bamako, au Mali, une personne en bonne santé a la peau qui brille, qui « luit », car elle mange suffisamment de viande, et donc de graisse. Au contraire, veines apparentes et peau brûlée sont les stigmates des pauvres, ceux qui ne mangent pas assez et qui ne savent pas de quoi le lendemain sera fait[29]. Dans la région du Chaparé (Amazonie bolivienne), un enfant sain est celui qui a un « beau petit corps bien fait », c'est-à-dire dont la graisse (les « muscles » dans les catégories locales) est harmonieusement répartie sur l'ensemble du corps. L'embonpoint ne peut être confondu avec la « grosseur »[30].

Mais l'insécurité alimentaire et la pauvreté sont parfois explicitement évoquées par les populations, par exemple lors des redistributions alimentaires qui, au Mali, surviennent chaque année juste après la période du ramadan. En Amérique latine, la « lutte contre la pauvreté » est un mot d'ordre que se sont approprié depuis longtemps les groupes sociaux les plus divers (paysans, ouvriers, indiens, « femmes ») (Aguirre, 2004). Dans ce cas, la lutte contre la pauvreté signifie bien davantage que la revendication de la richesse, même si elle ne l'exclut pas : elle désigne plus globalement la soif de justice, d'équité, de reconnaissance ou encore de dignité — et comprend l'accès à l'alimentation.

5. Limites et biais des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire

Les stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire évoluent peu et lentement, même si l'appareillage technique qu'elles mobilisent est de plus en plus diversifié et sophistiqué.

5.1. La part idéologique et politique des stratégies d'intervention

De façon générale, il est possible de distinguer les actions anticipatrices (éducation nutritionnelle, activités génératrices de revenu…), préventives (banque de céréales, contrôle des prix, agriculture irriguée…) et curatives (aide alimentaire, ventes subventionnées, compléments

[29] Suremain (de) Charles-Édouard, Razy Élodie, op. cit., 2011.

[30] Suremain (de) Charles-Édouard, «'El buen cuidado'. Representaciones y prácticas de cuidado del niño en Bolivia », p. 189-269, in Suremain (de) Charles-Édouard, Lefèvre Pierre, Rubín de Celis Emma et Sejas Edgar (eds.), *Miradas cruzadas en el niño. Un enfoque interdisciplinario para la salud, el crecimiento y el desarrollo del niño en Bolivia y Perú*, Éditions de l'Institut français d'études andines-IRD-Plural, La Paz, 2003.

nutritionnels). Faute de moyens suffisants, ces actions sont imperméables les unes les autres, limitées dans le temps et circonscrites dans l'espace. Elles sont conduites selon des priorités idéologiques et politiques, voire ethniques — à l'échelle des individus, des ménages ou encore des quartiers et des villages — qui font qu'elles ne sont pas toujours réalisées là où elles auraient dû l'être. En outre, la faiblesse des procédures d'évaluation des stratégies de lutte, d'une part, et l'absence d'analyse politique de leurs enjeux, d'autre part, ont souvent conduit les décideurs à reproduire leurs actions à l'identique, sans trop se poser de question.

Selon les pays et les époques et les priorités changeantes des agences et des gouvernants, des actions prioritaires redondantes, aux finalités normatives et ambiguës à la fois, sont établies en direction de groupes-cibles déterminés. Elles partent souvent du présupposé que les individus concernés sont — faute de moyens économiques et de connaissances suffisantes — dans l'incapacité de « bien se nourrir ». Ces actions proposent ainsi d'agir auprès de diverses catégories de personnes vulnérables : femmes seules, mères d'enfant de moins de deux ans, veuves, migrants récents, malades, vieillards, paysans sans terre[31]. Ces catégories sociales sont considérées — à tort — comme les seules responsables de l'alimentation, de la santé et du bien-être des enfants et des familles.

Quel que soit le type de stratégie adoptée, les interventions méconnaissent généralement le fonctionnement des sociétés locales, leurs modèles alimentaires, les « besoins réels » des groupes sociaux et des individus dont elles souhaitent pourtant améliorer le sort. Les institutions et les acteurs, engagés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, possèdent leur lot d'idées reçues par rapport à la capacité d'action des groupes-cibles. En plus de diagnostics incomplets, les « opérationnels de la faim » admettent — parfois explicitement — qu'ils se heurtent à une série de facteurs, peu quantifiables et hiérarchisables, lesquels renverraient plus ou moins explicitement à l'ignorance, voire à l'irrationalité des populations locales.

5.2. Le marché de la pauvreté alimentaire

Les groupes agroalimentaires qui dominent le marché mondial de certains aliments vitaux et stratégiques (eaux, lait, farine…) ont à la fois l'ambition de « faire mieux manger les pauvres pour moins cher » et de leur vendre davantage de « bons produits ». Pour ce faire, ils raisonnent en termes de « niveau de pouvoir d'achat » et de « niches de marché ». De fait, si les produits dorénavant commercialisés sont moins sucrés, moins gras et moins onéreux, ils auraient les mêmes qualités nutritionnelles (apport protéinique et calorique) pour compléter une alimentation qualitativement et quantitativement déficiente.

Au-delà des présupposés idéologiques et éthiques sur les régimes alimentaires des pauvres, cette stratégie marketing méconnaît la plupart du temps les modèles alimentaires locaux, d'où de nombreux malentendus. Au Mexique ou en Asie, par exemple, la multiplicité des prises alimentaires et le grignotage au cours de la journée — néfaste pour la santé — sont vécus comme une norme sociale, y compris chez les plus pauvres, pour parvenir à la sensation de satiété. Autre malentendu, baisser les prix d'un produit laitier, par exemple, n'implique pas nécessairement une

[31] Les actions envisagées, pour diverses qu'elles soient, restent donc ciblées : développement d'activités génératrices de revenu, programmes d'éducation nutritionnelle, distributions de coupons alimentaires, prestations « vivres contre travail », aide alimentaire. Toutes ont des effets ambivalents, réels ou limités, souvent conjoncturels, modifient les rapports de force au sein des sociétés locales et génèrent donc souvent des tensions internes.

hausse de sa consommation. Bien au contraire, un produit au prix peu élevé en devient parfois « suspect », celui-ci étant considéré comme un « sous-produit ». En Équateur, le yaourt local est liquide, peu sucré et servi dans des pots recyclables, contrairement à ceux vendus par les grandes marques. Au Mexique, les yaourts occidentalisés, bien qu'abordables, ne procurent guère de sentiment de satiété. De plus, la texture solide et faiblement sucrée ne convient pas aux habitudes locales.

Dans le même ordre d'idée, les annonces qui — dans les pays en développement — vantent les effets bénéfiques d'un produit alimentaire sur la santé des plus vulnérables restent, la plupart du temps, sans effet. Les populations urbaines moyennes d'Amérique latine préfèrent boire l'eau « purifiée », largement distribuée depuis les grandes épidémies de choléra des années 1990, que l'eau minérale embouteillée — prétendument naturelle, peu à peu diffusée sur le marché et pas nécessairement plus chère.

Même si les préoccupations de santé, de bien-être et de goût sont réelles, le marché de « l'alimentation du pauvre » est loin de prévenir l'insécurité alimentaire. Il s'impose progressivement comme un « marché de niche », un véritable laboratoire d'expérimentation pour les groupes agro-industriels, et non comme une solution durable face à des problèmes structurels.

5. 3. L'aide alimentaire à des fins électorales

Certains pays, comme le Brésil, le Mexique, le Pérou ou le Venezuela, n'abandonnent pas pour autant leurs prérogatives régaliennes en matière de lutte contre la pauvreté et contre l'insécurité alimentaire. Les programmes de distribution alimentaire ou monétaire (*Bolsa Família*, [« panier de la ménagère » au Brésil], *Oportunidades* [« opportunités » au Mexique]) coexistent avec l'entrisme des grands groupes agro-alimentaires sur le marché de « l'aliment du pauvre ».

L'idée politique sous-jacente est que les indigents, une fois rassasiés, puissent participer pleinement au marché du travail et à la vie économique de leur pays. Indispensables dans certaines régions touchées par des famines récurrentes (Nord-Est du Brésil, Est du Guatemala), les distributions permettent d'améliorer le sort quotidien de milliers d'individus, au moins tant que ces mécanismes fonctionnent[32]. Au demeurant, les évaluations ne montrent pas si l'argent octroyé est véritablement utilisé, par les bénéficiaires, pour diversifier et améliorer leur régime alimentaire. À Guadalajara, au Mexique, un système d'échange de tickets de distribution entre bénéficiaires de l'aide permet de se procurer davantage de sodas, ceux-ci permettant de couper la faim et donnant l'impression d'être « bien remplis » ; ils servent également de médicaments de fortune contre les dérèglements intestinaux.

Un peu partout en Amérique latine, les « boutiques communautaires », où les aliments de base subventionnés par l'État sont vendus ou échangés contre des bons d'achat, enrichissent les épiciers qui louent à bon prix leur pas-de-porte aux autorités locales. Ces politiques de distribution — souvent ponctuelles —, qu'il s'agisse d'argent ou d'aliments, résultent davantage de préoccupations électorales à court terme et d'achat de la paix sociale que d'une stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire. Ce faisant, les autorités ne développent pas des filets de sécurité à long terme pour les plus pauvres.

---

[32] Whiteford Scott, Ferguson Anne E. (eds.), *Harvest of Want. Hunger and Food Security inCentral America and Mexico*, University of California Press, Boulder, Berkeley, 1991.

5. 4. Gérer l'incertitude alimentaire : des stratégies de lutte au quotidien

Pour la grande majorité des habitants des villes des pays du Sud, gérer le manque alimentaire est une question qui concerne l'individu et son entourage. Celle-ci pose aussi le problème de la perception du manque et des temporalités d'actions. Lorsque l'horizon se réduit, les imprévus économiques (perte d'emploi, absence de vente…) et sociaux (dépenses de santé, charges familiales supplémentaires…) se multiplient. Moins on peut anticiper, plus la gestion se révèle hasardeuse et aléatoire. Dès lors, l'incertitude vient s'ajouter à la précarité pour renforcer la vulnérabilité d'un individu.

Certaines pratiques alimentaires se généralisent alors, telles que le grignotage hors domicile, la « mise en réserve » des plats préparés ou la disparition du repas du matin[33].

Dans un tel contexte, la mobilisation des personnes jouant le rôle de pourvoyeur — qu'il s'agisse de parents, d'amis ou de voisins proches — devient plus incertaine et sélective. En milieu urbain, le recours au terme d'« incertitude » alimentaire[34] serait sans doute plus pertinent que celui d'insécurité pour rendre compte de ces fortes contraintes en termes de ressources, d'une part, et de réseaux familiaux et sociaux mobilisables, d'autre part. Pour comprendre comment se construit et se reproduit l'incertitude alimentaire, il convient de contextualiser les situations dans lesquelles vivent les individus (statut matrimonial, place dans la famille, genre, âge, activité…). Il s'agit aussi de cerner les relations sociales, les cycles d'aides (en nature ou en argent, avec ou sans contrepartie) et les logiques qui commandent ces situations. Il paraît également essentiel de tenir compte du ressenti et du vécu des individus.

Avec le phénomène d'hypermédiatisation des crises récentes (crises bio-sanitaires dans les pays développés, crise mondiale d'accessibilité alimentaire) et les perspectives anxiogènes pour demain (bientôt 10 milliards d'habitants à nourrir, faire face aux conséquences du changement climatique), l'insécurité alimentaire a clairement changé de dimension et de nature. Elle ne pourra être résolue par la seule diffusion de paquets technologiques (plantes génétiquement modifiées, systématisation de l'irrigation) ou la réactualisation de « vieilles » recettes politiques (repli protectionnisme, quête de bouc émissaire). Doit être pris en compte non seulement l'ensemble de ses dimensions (de la production à la consommation), mais également la diversité de ses échelles spatiales et temporelles (implicites comme explicites), la pluralité des normes technocratiques et sociétales, et leurs réappropriations par les acteurs.

Les difficultés pour anticiper les risques et pour réguler les crises ont contribué à faire reconnaître la réalité d'une insécurité alimentaire inscrite au cœur des systèmes alimentaires. Ne parle-t-on pas désormais de « crises prolongées »[35] et de « crises normalisées »[36] ? Dans cette conception systémique, l'insécurité est une construction économique, sociale et politique, voire culturelle et médiatique. Elle est même consubstantielle aux décisions et aux actions entreprises

---

[33] Suremain (de) Charles-Édouard, « De la parcelle à la rue, il n'y a qu'un pas : vers une approche socioanthropologique de la précarité à Brazzaville (Congo) », *Autrepart*, n° 7, 1998, p. 43-62.

[34] Suremain (de) Charles-Édouard, Razy Élodie, *op. cit*., 2011.

[35] FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*, FAO, Rome, 2010.

[36] Lang Tim, *op. cit*., 2010, p. 87-97.

qui génèrent du risque. D'où la nécessité de ne plus seulement proposer des réponses tactiques et techniques, mais de revoir l'architecture d'ensemble des dispositifs de gestion de l'insécurité alimentaire et d'y introduire des dimensions plus qualitatives et plus subjectives. Les efforts devront porter sur la « gouvernance du risque », depuis le local jusqu'au global, par la promotion de coordinations entre les différents acteurs pour une meilleure régulation du risque, des ressources et des territoires. De gains importants pourront être, en outre, recherchés du côté de la valorisation des savoirs populaires, de la négociation sociétale des politiques ou de la lutte contre les arrangements (compromis, collusion et corruption). Toutefois, cette approche n'est pas exempte de risque de dérive comme le montrent certaines rhétoriques faisant du « local », du « genre », de la « participation » et du « consensus » des facteurs idéologiques de réussite et d'efficacité.

Références bibliographiques

Adger W. Neil, "Vulnerability", *Global Environmental Change*, Elsevier, vol. 16, 2006, p. 268-281.

Aguirre Patricia, *Ricos flacos y gordos pobres. La alimentación en crisis*, Capital Intelectual, Buenos Aires, 2004.

Arditi Claude, Janin Pierre et Marie Alain (dir.), « Introduction », *in La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*, Paris, Karthala, 2011.

Bush Ray, "Food Riots: Poverty, Power and Protest", *Journal of Agrarian Change*, Wiley, vol. 10 (n° 1), 2010, p. 119-129.

Cambrézy Luc, Janin Pierre, « Le risque alimentaire en Afrique », p. 88-103, *in* Veyret Yvette (dir.), *Les risques*, coll. Dossiers des images économiques du monde, SEDES, Paris, 2003.

Chambers Robert, *Vulnerability: How the Poor Cope*, University of Sussex, 1989.

Conceiçao Pedro, Mendoza Ronald, "Anatomy of the Global Food Crisis", *Third World Quarterly,* vol. 30 (n° 6), Routledge, 2009, p. 1159-1182.

Courade Georges, Suremain (de) Charles-Édouard, « Inégalités, vulnérabilités et résilience : les voies étroites d'un nouveau contrat social en Afrique subsaharienne », p. 119-133, *in*

Chauveau Jean-Pierre, Courade Georges, Coussy Jean, Le Pape Marc, Lévy Marc, Winter Gérard (dir.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, IRD-Karthala, Paris, 2000.

Dury Sandrine et Janin Pierre (coord.) – La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités, Paris, John Libbey Eurotext, *Cahiers Agricultures*, Vol. 21, n° 5, octobre 2012.

Esnouf Catherine, Russel Marie et Bricas Nicolas, *Pour une alimentation durable*. Réflexion stratégique duALIne, Quæ, Versailles, 2011.

FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*, FAO, Rome, 2010.

Giblin Béatrice, Janin Pierre (dir.), « Les enjeux de la crise alimentaire mondiale », *Hérodote,* n° 131, Paris, 2008.

Holt Giménez Eric, Shattuck Annie, "Food Crises, Food Regimes and Food Movements: Rumblings of Reform or Tides of Transformation?", *Journal of Peasant Studies*, vol. 38 (n° 1), Routledge, 2011, p. 109-144.

Janin Pierre, « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements, évolution des approches », John Libbey Eurotext, *Cahiers Agricultures*, vol. 19 (n° 3), Paris, 2010, p. 177-184.

Janin Pierre, « Les émeutes de la faim : une lecture (géopolitique) du changement (social) », *Politique étrangère*, vol. 74, n° 2, 2009, p. 251-263.

Janin Pierre, « La complexité du risque d'insécurité alimentaire en milieu sahélien », *Les Annales de géographie*, n° 668, Armand Colin, Paris, 2009, p. 430-448.

Janin Pierre, « L'ambivalence du marché dans la sécurisation alimentaire en milieu rural soudano-sahélien », *Afrique Contemporaine*, dossier Agricultures familiales en Afrique subsaharienne, n° 217, Bruxelles, De Boeck Université, AFD, 2006, p. 91-105.

Janin Pierre, Suremain (de) Charles-Édouard, « La question alimentaire en Afrique : risque et politisation. Introduction », *Revue Tiers Monde*, vol. 46 (n° 184), PUF, Paris, 2005, p. 727-736.

Lang Tim, "Crisis? What Crisis? The Normality of the Current Food Crisis", *Journal of Agrarian Change*, Wiley, vol. 10 (n° 1), 2010, p. 87-97.

Maxwell Daniel G., "Measuring Food Insecurity: The Frequency and Severity of Coping Strategies", *Food Policy*, Elsevier, vol. 21 (n° 3), 1996, p. 291-303.

McMillan Della E. (ed.), *Anthropology and Food Policy. Human Dimensions of Food Policy in Africa and Latin America*, The University of Georgia Press, Athènes et Londres, 1991.

Paillard Sandrine, Treyer Sébastien et Dorin Bruno (dir.), *Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Quæ, Versailles, 2010.

Suremain (de) Charles-Édouard, « Anthropologie de l'alimentation et de la nutrition », p. 175-202, *in* Vidal Laurent et Atlani-Duault Laetitia (dir.), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Armand Colin, Paris, 2009.

Suremain (de) Charles-Édouard, « L'entourage nourricier de l'enfant. À partir d'exemples en Bolivie et au Congo », *L'Autre, cliniques, cultures et sociétés,* vol. 8 (n° 3), 2007, p. 349-366.

Suremain (de) Charles-Édouard, «'El buen cuidado'. Representaciones y prácticas de cuidado del niño en Bolivia », p. 189-269, *in* Suremain (de) Charles-Édouard, Lefèvre Pierre, Rubín de Celis Emma et Sejas Edgar (eds.), *Miradas cruzadas en el niño. Un enfoque interdisciplinario para la salud, el crecimiento y el desarrollo del niño en Bolivia y Perú*, Éditions de l'Institut français d'études andines-IRD-Plural, La Paz, 2003.

Suremain (de) Charles-Édouard, « De la parcelle à la rue, il n'y a qu'un pas : vers une approche socioanthropologique de la précarité à Brazzaville (Congo) », *Autrepart*, n° 7, 1998, p. 43-62.

Suremain (de) Charles-Édouard, Razy Élodie, «Tu manges aujourd'hui, tu ne manges pas le lendemain, ça c'est la pauvreté. L'incertitude alimentaire à Bamako », p. 249-278, *in* Arditi Claude, Marie Alain, Janin Pierre (dir.), *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux-semblants*, Paris, Karthala, 2011.

Suremain (de) Charles-Édouard, Lefèvre Pierre, Sejas Edgar et Zembrana Emilio, « Les implications d'un rituel ordinaire. Réflexions sur les conséquences opérationnelles d'une recherche sur la croissance et le développement de l'enfant en Bolivie », *Ethnologies Comparées*, n° 3, http://alor.univ-montp3.fr/cerce/revue.htm, 2001.

Whiteford Scott, Ferguson Anne E. (eds.), *Harvest of Want. Hunger and Food Security in Central America and Mexico,* University of California Press, Boulder, Berkeley, 1991.